Les concurrences entre syndicats et association professionnelle pour la représentation des conseillers d'orientation (1964-1968)

Competitions between trade unions and professional association for the representation of guidance counselors (1964-1968)

Paul Lehner

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/4666>

DOI : 10.4000/histoire-education.4666

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2019

Pagination : 63-85

ISBN : 979-10-362-0144-8

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Paul Lehner, « Les concurrences entre syndicats et association professionnelle pour la représentation des conseillers d'orientation (1964-1968) », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 152 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/4666> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.4666>

Les concurrences entre syndicats et association professionnelle pour la représentation des conseillers d'orientation (1964-1968)

Paul Lehner

Le 23 novembre 1967, Louis Gros, président de la commission des affaires culturelles du Sénat, interpelle le ministre de l'Éducation nationale sur son projet de réforme de l'orientation :

« Nous aurions surtout souhaité, Mr le ministre, que vous nous disiez exactement ce que sont, dans votre esprit, dans votre conception, ces fameux conseillers d'orientation. [...] Qui sont-ils ? Est-ce que ce sont des professeurs auxquels vous avez donné un complément de formation psychologique ou est-ce que ce sont des psychologues auxquels vous avez donné une formation de pédagogue ? Je ne sais pas. Vous ne nous l'avez pas dit et cela ne résulte absolument pas des documents que nous possédons, ni même des réponses que nous avons obtenues »¹.

Cette interpellation témoigne de l'éventail des interprétations possibles du métier de conseiller d'orientation, synthèse encore fragile, dans les années 1960, de deux héritages bien distincts². En transformant l'intitulé de « conseiller d'orientation professionnelle » (COP) en « conseiller d'orientation scolaire et

1 « Compte rendu intégral, séance du jeudi 23 novembre 1967 », *Journal officiel de la République française. Débats parlementaires*, n°52, 24 novembre 1967, p. 1680.

2 Jérôme Martin, « De l'orientation professionnelle à l'orientation scolaire : l'Association générale des orienteurs de France et la construction de la profession de conseiller d'orientation (1931-1956) », *Histoire de l'éducation*, n°142, 2014, p. 109-128.

professionnelle» (COSP), le décret adopté en 1961 a en effet officialisé l'articulation de l'orientation scolaire, considérée depuis les années 1930 comme le pilier d'une réorganisation démocratique du système éducatif et jusque-là confiée aux professeurs³, et de l'orientation professionnelle, nourrie par le développement de la psychologie et des sciences du travail, ciblée sur les métiers manuels et techniques, apanage des conseillers d'orientation. Cet essai de synthèse témoigne de la fonctionnalisation économique de l'école – phénomène récent dans l'histoire du système éducatif⁴ –, mais aussi de la diffusion, dans le vocabulaire scolaire, de la notion d'aptitudes, au centre de l'orientation scolaire comme de l'orientation professionnelle.

En dépit des revendications des conseillers d'orientation, cette nouvelle dénomination n'a pas modifié la répartition traditionnelle des tâches : les procédures d'orientation des cycles d'observation (6^e-5^e) et d'orientation (4^e-3^e) du collège restent confiées aux professeurs, chargés d'observer les élèves, tandis que les conseillers d'orientation sont cantonnés à la prise en charge des cas spécifiques et des élèves destinés à l'enseignement technique. En 1964, l'échec du projet de statut de conseiller psychologue⁵ témoigne de l'incapacité des conseillers d'orientation à faire reconnaître leur légitimité sur le terrain de l'orientation scolaire *stricto sensu*⁶. La réforme de l'orientation scolaire menée par Pierre Laurent, secrétaire général du ministère de l'Éducation nationale, prévoit en 1966 l'institution d'un Office national d'information et d'orientation scolaire (ONIOS), la redéfinition de l'expertise des conseillers d'orientation, cantonnée, d'une part, au dépistage des inadaptés, d'autre part, à l'information et à la sélection, et, enfin, la création du statut de professeur-conseiller⁷. Ces

3 Catherine Dorison, «Orienter selon les aptitudes. Enjeux institutionnels et pédagogiques, 1936-1959», in Renaud d'Enfert, Pierre Kahn (dir.), *En attendant la réforme. Disciplines scolaires et politiques éducatives sous la Quatrième République*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2010, p. 37-50; André D. Robert, *Système éducatif et réformes*, Paris, Nathan, 1993.

4 Philippe Bongrand, «La mise en système et l'économicisation de l'enseignement en France au début des années 1950 : la fonctionnalisation d'une institution», *Politix*, vol. 98, n°2, 2012, p. 35-56.

5 Le projet de statut de conseiller-psychologue et psychologue-assistant, porté par les représentants syndicaux des conseillers d'orientation, vise à définir la fonction des conseillers d'orientation au sein de la nouvelle organisation du cycle d'observation, telle qu'elle apparaît dans la circulaire de novembre 1960. En arrière-plan, il s'agit aussi d'obtenir une revalorisation de leur indice, afin qu'il soit aligné sur celui des certifiés. Voir André Caroff, *L'organisation de l'orientation des jeunes en France, des origines à nos jours*, Issy-les-Moulineaux, Éditions EAP, 1987, p. 178-179.

6 Paul Lehner, «La légitimation contrariée du métier de conseiller d'orientation scolaire et professionnelle (1880-1959)», in Laurent Gutierrez, Jérôme Martin, Régis Ouvrier-Bonnaz (dir.), *Henri Piéron (1881-1964). Psychologie, orientation et éducation*, Toulouse, Éditions Octares, 2016, p. 173-186.

7 André Caroff, *L'organisation de l'orientation*, op. cit. Ce projet de réforme n'est appliqué que par-

arbitrages, qui témoignent du déni de la légitimité des conseillers en matière d'orientation scolaire, résultent pour partie de logiques extérieures au groupe professionnel, mises en lumière par ailleurs⁸. Le propos de cet article est de montrer en quoi l'organisation même du groupe professionnel des conseillers d'orientation, sa structure interne et ses modes de représentation, ont aussi fait obstacle à leur reconnaissance.

Si les travaux d'histoire de la psychologie ou de sociologie de l'orientation ont massivement investi l'étude de l'évolution des dispositifs d'orientation et des savoirs qui façonnent le conseil en orientation⁹, ils n'ont que très peu interrogé la structure du groupe professionnel. Certains travaux de sociologie historique des professions, du syndicalisme ou des politiques publiques ont pourtant bien analysé le poids majeur des organisations professionnelles et syndicales dans la professionnalisation d'un métier et, plus généralement, dans la perception du problème public qu'il prétend résoudre¹⁰. Sur la question de l'orientation, Jérôme Martin a montré combien l'action de l'Association générale des orienteurs de France (AGOF) avait été déterminante au cours du processus de professionnalisation du métier, et notamment pour la préservation de son unité et l'élargissement de son champ de compétence à l'orientation scolaire¹¹. Il laisse néanmoins dans l'ombre la structure interne de l'association, les rivalités en son sein sur sa fonction et sur la définition légitime du métier à promouvoir, mais aussi les relations qu'elle entretient avec les porte-parole syndicaux des conseillers d'orientation.

tiellement au début des années 1970. L'ONIOS est remplacé en 1970 par l'Office national sur les enseignements et les professions (ONISEP) et l'unité de l'expertise des conseillers d'orientation est sauvegardée dans le statut de 1972.

- 8 Georges Pompidou était opposé à ce que l'orientation des élèves, c'est-à-dire l'observation et l'évaluation de leurs aptitudes, soit confiée à un autre personnel qu'aux maîtres. Voir Paul Lehner, *Les conseillers d'orientation dans l'enseignement secondaire (1959-1993) : un métier impossible*, thèse de doctorat, université Paris 10-Nanterre, 2017.
- 9 Parmi eux André Caroff, *L'organisation de l'orientation*, op. cit.; Francis Danvers, *Le conseil en orientation en France de 1914 à nos jours*, Issy-Les-Moulineaux, Éditions EAP, 1988; Henri Eckert, *L'orientation professionnelle en France et en Allemagne*, Paris, L'Harmattan, 1993; Jean-Michel Berthelot, *École, orientation, société*, Paris, Presses universitaires de France, 1993; Michel Huteau, Jacques Lautrey, « Les origines et la naissance du mouvement d'orientation », *L'orientation scolaire et professionnelle*, vol. 8, n° 1, 1979, p. 3-44; Jean-Pierre Maniez, Claude Pernin, *Un métier moderne, conseiller d'orientation*, Paris, L'Harmattan, 1987.
- 10 Andrew Abbott, *The System of professions: an essay on division of expert labor*, Chicago, The University Chicago Press, 1988; Florent Champy, *Les architectes et la commande publique*, Paris, Presses universitaires de France, 1998; Danielle Tartakowsky, Françoise Tétard (dir.), *Syndicats et associations. Concurrence ou complémentarité*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004; Odile Henry, *Les guérisseurs de l'économie : sociogenèse du métier de consultant (1900-1944)*, Paris, CNRS Éditions, 2012.
- 11 Jérôme Martin, « De l'orientation professionnelle à l'orientation scolaire... », art. cit.

Cette contribution met en lumière les transformations à l'œuvre dans les modes de représentation des conseillers d'orientation, de l'échec du projet de statut de conseiller-psychologue de 1964 jusqu'aux événements de mai-juin 1968¹². Nous montrerons comment le contexte syndical, marqué par la fusion du Syndicat national de l'enseignement technique (SNET) – syndicat majoritaire des COSP – avec le Syndicat national de l'enseignement secondaire (SNES) en 1966, le renouvellement du bureau de l'Association des conseillers d'orientation de France (ACOF) en 1965, mais aussi la nature de leurs interrelations, ont à la fois révélé et entretenu l'incertitude du groupe professionnel sur l'identité du métier de conseiller d'orientation. Fondé sur les archives inédites de l'ACOF¹³, le fonds d'archives Louis Astre du SNET, des archives de l'Institut de recherches historiques sur le syndicalisme dans les enseignements du second degré (IRHSES), ainsi que sur la presse syndicale, cet article examine l'évolution des formes d'organisation des porte-parole du groupe professionnel des conseillers d'orientation et les tentatives de redéfinition de l'identité professionnelle qu'elle suscite ou qu'elle autorise.

I. La défense du métier entravée par la recomposition de l'espace des représentations des COSP

1. Les conseillers d'orientation : une pluralité de porte-parole

La multiplicité des organisations professionnelles chargées de représenter à des titres divers – spécialité, corps, catégorie, etc. – les acteurs de l'enseignement n'est pas une spécificité de l'orientation professionnelle, bien au contraire. Tout comme les professeurs peuvent simultanément adhérer à une association de spécialistes, un syndicat et une association catégorielle, les conseillers d'orientation peuvent à la fois être membres d'une association professionnelle spécifique et d'une section dédiée d'un syndicat. Dans cette nébuleuse d'organisations professionnelles, les syndicats ont acquis, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, une position dominante, confortée par les modalités d'élection au

12 Les compte rendus des travaux de la commission d'orientation créée en septembre 1968 attestent d'une disqualification de la figure du professeur-conseiller par ses membres de même qu'est reconnu aux conseillers d'orientation un rôle au sein du cycle d'observation des élèves. Voir Archives nationales [désormais AN], 19870201/13.

13 Je tiens à remercier Sylvie Amici, présidente de l'ACOP-F, de m'avoir permis de consulter les archives de l'ACOF qui ne bénéficient pas pour l'instant d'un inventaire détaillé.

Conseil supérieur de l'Éducation nationale (CSEN) fixées en 1946¹⁴. Au sein de celui-ci, les conseillers d'orientation obtiennent un siège avec la réforme de la composition du CSEN de 1965¹⁵.

L'AGOF, unique association ouverte aux conseillers d'orientation après la dissolution en 1946 de l'Association des étudiants de l'Institut national d'orientation professionnelle, est devenue ACOF lors de son assemblée générale du 27 novembre 1954. Fidèle au principe qui l'anime depuis sa fondation, l'article 2 des nouveaux statuts rappelle que l'association défend les intérêts uniquement moraux de la profession, supprimant ainsi la référence à la défense des intérêts matériels, terrain d'action des syndicats. En 1961, une nouvelle révision des statuts modifie l'article 2 et exclut « toute discussion politique ou religieuse » au sein de l'association. Les buts de l'association sont également explicités (article 3) : « établir et maintenir entre ses membres un lien permanent de relations amicales et professionnelles ; soutenir et défendre les intérêts moraux de la profession ; promouvoir le développement de l'orientation scolaire et professionnelle en France ; organiser toutes les collaborations souhaitables en la matière »¹⁶. Avec 300 cotisations individuelles en moyenne par an et une centaine de cotisations des centres d'orientation scolaire et professionnelle (pour les années 1967 et 1968)¹⁷, l'ACOF dispose d'une large représentativité et, ce faisant, constitue une organisation professionnelle susceptible de défendre les intérêts professionnels de ses membres¹⁸. Se confirme ainsi, au fil des révisions des statuts, un partage des tâches respectueux des prérogatives syndicales et comparable en tout point à celui établi entre associations de spécialistes et syndicats¹⁹.

Cette ligne de partage tient particulièrement à cœur à Léon Hermitte, président de l'ACOF de 1954 à 1966. Se présentant comme un pionnier de

14 Yves Verneuil, « Le Conseil supérieur de l'Éducation nationale : un enjeu dans la définition du rôle du syndicalisme. L'exemple de l'enseignement secondaire (1928-1960) », in Françoise Bosman, Jean-François Chanet, Laurent Frajerma, Jacques Girault (dir.), *La Fédération de l'Éducation nationale, 1928-1992 : histoire et archives en débat*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2010, p. 33-44.

15 Voir AN, 19810101/3-4.

16 Léon Hermitte, « Les principales phases de la vie de l'ACOF », *Bulletin de liaison*, n° 245, juin 1974, p. 10-11.

17 Compte-rendu de l'ACOF du 30 mars 1968, p. 2.

18 L'ACOF reçoit 300 cotisations individuelles et environ 500 adhésions via les cotisations collectives souscrites par les centres d'orientation scolaire et professionnelle pour un total de 1 200 COSP sur l'ensemble du territoire.

19 Clémence Cardon-Quint, Renaud d'Enfert, « Militantisme et identité professionnelle enseignante : les associations de spécialistes en perspective », *Histoire de l'éducation*, n° 142, 2014, p. 11-52.

l'orientation professionnelle²⁰, disciple d'Henri Piéron, celui-ci revendique une séparation très nette entre pratique professionnelle et engagement politique. Dans la nécrologie qu'il consacre à Piéron, il conclut : « Pour lui [Piéron], l'O.P. est un ART, un art social tributaire d'une technique objective dégagée de la science »²¹. En maintenant l'association dans la sphère de l'amicalisme, Louis Hermitte ménage donc toute leur place aux syndicats.

En pratique, les conseillers d'orientation peuvent adhérer soit au Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN), soit au Syndicat national de l'enseignement technique (SNET) affilié à la Fédération de l'éducation nationale. Si les conseillers d'orientation présents au SGEN ont formulé des propositions originales sur le métier de conseiller (voir *infra*, partie 2), c'est, numériquement, l'adhésion au SNET qui l'emporte, comme l'attestent les résultats aux élections à la Commission administrative paritaire nationale (CAPN) de 1957 et 1961 pour lesquelles le SGEN obtient environ 15 % des voix contre environ 75 % des voix pour le SNET²². La crise que traverse l'ACOF dans les années 1960 se comprend donc essentiellement à l'aune de ses relations avec les syndicats de la FEN.

Alors que l'unité du métier de conseiller d'orientation est menacée et sa finalité détournée, la préservation de son identité professionnelle est en effet entravée ou empêchée par la recomposition de l'espace syndical du fait de la fusion du SNET avec le SNES et par le glissement du rôle d'amicale de l'ACOF à celui d'association para-syndicale.

2. L'autonomie syndicale des conseillers d'orientation en question

En 1964-1965, la syndicalisation des conseillers d'orientation au SNET, voie jusque-là privilégiée par la majorité d'entre eux, traverse une double crise qu'illustre la démission de 9 des 12 représentants de l'orientation scolaire et professionnelle (OSP) au bureau national du syndicat. Le compte rendu de la réunion des responsables académiques de l'OSP du SNET, le 26 février 1965, permet d'identifier les raisons de ce malaise²³.

20 Archives de l'ACOF : Lettre de Léon Hermitte au directeur du centre d'OSP de la Vendée : « En ma qualité d'ancien de l'OP, de pionnier (25 ans de carrière), je crois devoir vous conseiller de profiter de ce qui existe pour organiser vos "assises de l'orientation" ».

21 Archives de l'ACOF : Nécrologie d'Henri Piéron par Léon Hermitte.

22 Madeleine Singer, *Histoire du SGEN : 1937-1970*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1987, p. 167.

23 Archives nationales du monde du travail [désormais ANMT], 2012/022/33 : « Compte rendu réunion responsables académiques OSP du 26/2/65 ».

En premier lieu, le mécontentement vient de ce que le projet de statut de conseiller-psychologue a été écarté de l'ordre du jour du Conseil supérieur de la fonction publique²⁴. Cet échec conduit les membres démissionnaires, mais aussi les délégués des académies, à questionner l'efficacité de la représentation des COSP par le SNET. Pour ceux de Caen, «l'appartenance au SNET est un échec» : ils estiment qu'«un élément important pour la solution de nos problèmes serait la constitution d'un syndicat autonome au sein de la FEN»²⁵. Ceux de Paris plaident pour un élargissement des prérogatives de la section OSP au sein du SNET, solution également défendue par J. Briau, secrétaire de la section OSP du SNET depuis 1965, qui réclame davantage d'autonomie au sein du syndicat.

Louis Astre, secrétaire général du SNET, s'emploie à l'inverse à défendre le syndicat, affirmant que celui-ci soutient «la doctrine des camarades de l'OSP». À ses yeux, l'autonomie des COSP remettrait en cause la solidarité avec les autres catégories : leur «isolement [...] est un facteur qui les pousse à sous-estimer la gravité des problèmes des autres»²⁶. Plus encore, il saisit cette occasion pour plaider en faveur de la représentation de l'OSP par un syndicat général du second degré : «L'OSP ne restera vraisemblablement pas toujours au SNET, il est certain que la meilleure solution serait qu'elle ait sa place dans un syndicat général du second degré»²⁷.

Cette prise de position renvoie à la perspective, en débat depuis 1962, d'une fusion du SNET avec le SNES, projet ardemment défendu par Louis Astre²⁸ et soutenu par Georges Lauré, alors secrétaire général de la FEN. Le rapprochement des différents types d'enseignement post-élémentaires, amorcé dès les années 1930, s'est déjà imposé dans l'institution scolaire à cette date, comme l'attestent les modalités de formation et de recrutement des professeurs, progressivement alignées pour les matières générales, l'organisation de l'administration centrale, avec le regroupement des anciens bastions du primaire, du secondaire et du technique au sein d'une même direction générale, ou encore la récente réforme

24 ANMT, 2012-023-33 : Courrier de Louis Astre au ministre de l'Éducation nationale du 9 décembre 1963.

25 ANMT, 2012/022/33 : «Compte rendu réunion responsables académiques OSP du 26/2/65».

26 *Ibid.*

27 *Ibid.*

28 Il faut également rappeler l'échec de l'Union des syndicats du second degré qui comprenait le SNES, le SNCM (Syndicat des collèges modernes) et le SNET. La fusion se limitera en 1948 au SNES et au SNCM. Voir Guy Brucy, *Histoire de la FEN*, Paris, Belin, 2003, p. 286.

des conseils d'enseignement qui fusionne en 1964 les anciennes instances au sein d'un unique conseil de l'enseignement général et technique. Le maintien de syndicats séparés paraît inadapté à cette nouvelle donne institutionnelle.

Du point de vue des professeurs de l'enseignement technique, et en particulier pour Louis Astre, le rapprochement syndical s'inscrit, par surcroît, dans une stratégie visant à valoriser la filière technique et ses maîtres au sein d'un enseignement secondaire unifié. Selon Julien Veyret, «Louis Astre entend insérer la défense des personnels dans une stratégie globale tant pour des revendications corporatives que pour la réforme démocratique du système éducatif qui [...] doit assurer la promotion à tous les niveaux des enseignements techniques et professionnels»²⁹. Astre y voit aussi une façon de s'opposer à la montée en puissance du courant Unité et Action, proche des communistes et de faire contrepoids au Syndicat national des instituteurs qui domine alors la FEN, espoirs du reste démentis par la suite des événements³⁰.

Pour les conseillers d'orientation, l'intégration du SNET au sein du SNES (numériquement beaucoup plus étoffé) les condamne surtout, en pratique, à confier la défense de leurs intérêts à un syndicat qui leur a dénié toute compétence dans l'observation des élèves du second cycle au profit des enseignants³¹. L'ACOF semble alors la seule force à même de défendre l'identité professionnelle des conseillers d'orientation, ce qui la place en situation de concurrence directe à l'égard des syndicats³².

3. Le renouvellement du bureau de l'ACOF : d'une amicale à une association para-syndicale ?

Mais l'association pâtit au même moment de l'échec du projet de conseiller d'orientation-psychologue, comme l'attestent, au début de l'année 1965, le

29 Julien Veyret, «L'intégration progressive de la logique fédérale : le Syndicat national de l'Enseignement technique et la FEN», in Françoise Bosman, Jean-François Chanet, Laurent Frajerma, Jacques Girault (dir.), *La Fédération de l'Éducation nationale...., op. cit.*, p. 78.

30 En 1966, Georges Lauré (1906-1984), ancien secrétaire général du SNET, démissionne du poste de secrétaire général de la FEN, pour remettre en cause «une structure et des habitudes nous condamnant trop souvent au silence, à l'absence ou à l'inaction» mais sa démission n'entraîne aucun débat sur les structures fédérales et James Marangé, du SNI, est élu secrétaire général de la fédération. Voir <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article136907>, notice «LAURÉ Georges, Marius, Dominique», par Alain Dalançon, version mise en ligne le 5 mai 2011, dernière modification le 1^{er} février 2018. Le courant Unité et Action arrive à la tête du SNES (désormais classique, moderne et technique) en 1967.

31 Paul Lehner, *Les conseillers d'orientation dans l'enseignement secondaire...., op. cit.*

32 Danielle Tartakowsky, François Tétard (dir.), *Syndicats et associations...., op. cit.*

fatalisme et les démissions en chaîne de plusieurs membres du bureau. Une lettre adressée au président de l'association témoigne du malaise qui règne alors au sein du groupe :

« Je prends ma retraite en juillet prochain, fatiguée et dans l'impossibilité physique de vivre sur la brèche comme l'exige notre profession [...] les raisons des collègues qui ont flanché pour vos dernières réunions sont valables [...] croyez-vous que vos réunions soient indispensables pour la vie même de l'ACOF? »³³.

Déplorant les absences répétées aux réunions des membres du comité directeur, ainsi que les nombreuses carences des membres du bureau, le président de l'association, Léon Hermitte, remet sa démission en janvier 1965³⁴. Son départ entraîne ceux de Paul Jolliet, Alain Chambon et André Raffestin, tous membres du bureau de l'ACOF depuis une dizaine d'années. La démission de Raffestin, secrétaire général de l'ACOF, directeur du centre d'OSP d'Évreux, ex-inspecteur des services d'orientation professionnelle, est tout particulièrement regrettée par Hermitte : « Si tu ne restes pas secrétaire, où est la continuité de l'ancienne équipe ? Avons-nous donc reculé pour mieux sauter ? »³⁵. Au moment de quitter la présidence, Hermitte tient à rappeler son attachement à l'amicalisme :

« Pour terminer je souhaite que mon successeur use de son autorité morale pour étouffer dans l'œuf toute manigance et pour sauvegarder l'esprit d'Amicale qui ne devrait jamais être oublié. Le VERBE n'a jamais remplacé le CŒUR, et mon dernier discours a été prononcé »³⁶.

S'il se défend de vouloir faire jouer à l'ACOF un rôle syndical³⁷, Jean Long, nouveau président élu en octobre 1965, ancien militant du SNET³⁸, engage pourtant l'association sur une nouvelle voie. Dans la note du 5 octobre 1966

33 Archives de l'ACOF : Lettre d'Emilie Davaud, Centre d'OSP de Colmar, 22 janvier 1965.

34 Après avoir obtenu son CAP d'instituteur, Léon Hermitte (1911-1987) est diplômé de l'INOP en 1943. Il est président de l'AGOF-ACOF de 1954 à 1966. Merci à Francis Danvers de m'avoir transmis ces renseignements.

35 Archives de l'ACOF : Lettre de Léon Hermitte à André Raffestin du 12 novembre 1965.

36 Archives de l'ACOF : Lettre de Léon Hermitte à André Raffestin du 29 octobre 1965.

37 La distinction entre l'ACOF et les syndicats est à de multiples reprises rappelée dans les courriers et notes de Jean Long.

38 Jean Long (1918-2010), dont le père est pasteur, poursuit ses études primaires à Nice. Il entre en sixième au lycée Carnot et y reste jusqu'à la classe de première. Il rejoint le lycée Henri-IV à Paris en classe de terminale. Il fait partie de ces conseillers formés sous Vichy. Il poursuit le stage de formation de sélectionneurs de Belle-Ombre, puis à l'École de Cadres de Crépieux La Pape. Il entre néanmoins à l'INETOP en 1943 et obtient simultanément le diplôme d'État en 1945 et une licence de psychologie de l'enfant et de psychologie sociale. Militant au SNET en 1948, il est secrétaire de la section OSP en région parisienne. Il est au bureau national de 1952 à 1953. Il participe au congrès de l'ACOF en 1957, puis en devient le secrétaire général adjoint jusqu'en 1965. Cf. la transcription

qu'il adresse à tous les membres du comité, il exhorte la nouvelle équipe à se mobiliser pour relancer l'activité de l'ACOF. Il revient aussi sur son audience avec Guy Caplat, alors sous-directeur de l'orientation scolaire, au cours de laquelle ont été précisés les buts poursuivis par l'association, témoignant ainsi de sa détermination à positionner l'ACOF, au même titre que les syndicats, comme interlocuteur légitime du ministère de l'Éducation nationale et représentant des COSP.

Le nouveau président n'est pas seul responsable de cette inflexion. Y contribuent aussi d'autres membres récents de l'ACOF au nombre desquels Jean Clochard³⁹. Diplômé en 1962 de l'Institut de biométrie humaine et d'orientation professionnelle (IBHOP) créé en 1943 à Marseille, Jean Clochard a milité activement auprès de Léon Hermitte, pour entrer au comité de l'ACOF. Il y est associé en 1965 en tant que trésorier-adjoint. En novembre 1964, il avait participé au rassemblement à Caen des trois quarts des conseillers d'orientation de l'académie, à l'issue duquel ont été définis quelques points de doctrine pour l'orientation. Cette manifestation était destinée à pallier l'immobilisme des syndicats et de l'ACOF face aux incertitudes quant à l'avenir du métier :

«L'O.S.P. souffre d'une grave maladie, elle ne s'exprime pas. [...]. Puisque l'ACOF, le Syndicat, l'Administration ne manifestaient pas l'intention de nous réunir de nouveau et puisque tout le monde en ressentait le besoin, il fallait bien faire quelque chose! Nous regrettons que les instances déjà en place n'en aient pas pris l'initiative»⁴⁰.

Déterminé à agir, Clochard réalise en avril 1967 une enquête par questionnaire sur les activités et aspirations des COSP. Le nouveau rôle que s'attribue l'ACOF dans la défense du métier, à travers les initiatives de Jean Long ou Jean Clochard, suscite toutefois des tensions avec les syndicats.

de son exposé au Groupe de recherche et d'études sur l'orientation de l'INETOP retranscrit par Pierre Roche : <http://orientation.greo.free.fr/LongBio.html>.

39 Jean Clochard né en 1936, poursuit une partie de sa scolarité primaire dans les Deux-Sèvres, chez ses grands-parents puis rejoint Argenteuil pour rentrer en classe de sixième. À la fin de la troisième, il entre à l'école normale d'instituteurs de Versailles (1952-1956). Il suit deux années de propédeutique, puis entre à l'Institut de biométrie humaine et d'orientation professionnelle (IBHOP) en 1960 dont le directeur d'études est alors Léon Hermitte. Il rejoint le Centre d'orientation scolaire et professionnelle de Cherbourg en 1964, alors dirigé par Jean Drévilon dont il loue particulièrement le travail. Entretien avec Jean Clochard le 20 décembre 2013 à Blois.

40 Archives de l'ACOF : Lettre de Jean Clochard à Léon Hermitte reçue le 10 décembre 1964.

4. La concurrence entre l'ACOF et le SNES pour la représentation des conseillers d'orientation

Ces tensions transparaissent, en 1967-1968, face au projet de réforme de l'orientation promu par le ministre de l'Éducation nationale Alain Peyrefitte, et ce tant du côté de l'ACOF que du côté du SNES.

La publication d'un manifeste pour la défense des services d'orientation, financé par le SNES et co-signé par l'ACOF et le SNES, illustre l'amoindrissement de l'autonomie des conseillers d'orientation contraints désormais de composer avec les enseignants du second degré. La lettre de Jacques Romian, représentant OSP au SNES, adressée aux membres du comité de l'ACOF en atteste :

« Cher Collègue, le SNES auquel j'avais soumis le premier projet [...] est d'accord sur le principe d'une action qui s'oppose à la réforme gouvernementale de l'orientation. Mais [...] certaines formulations, si elles étaient maintenues, risqueraient de rendre difficile l'accord du SNES en froissant inutilement "les professeurs" d'où une seconde proposition de sa part »⁴¹.

En soulignant que les professeurs ne peuvent être juge et partie dans l'orientation des élèves, le manifeste en question va en effet à l'encontre de l'unité d'action au sein du SNES :

« L'ACOF [...] dénonce la confusion des fonctions de CONSEIL et de DÉCISION en la personne du futur "Professeur-Conseiller" et l'altération du rôle du conseiller d'orientation : celui-ci, confiné dans le rôle ingrat de "conseiller en éducation professionnelle" se verrait chargé de consacrer l'inégalité devant l'instruction en orientant des jeunes "vers la vie active". L'ACOF demande que soient amendées les dispositions les plus nocives du projet de réforme de l'orientation, en vue d'assurer à l'actuel personnel des services d'OSP la place qui lui revient dans un système d'orientation basé sur l'observation et le conseil. Dans l'immédiat l'ACOF demande qu'en 1968 on continue à recruter et à former en nombre important des élèves-conseillers d'OSP »⁴².

Mais au-delà des stricts enjeux catégoriels, la demande de remanier le texte du manifeste équivaut à l'affirmation (ou la réaffirmation) par le SNES de sa vocation à représenter les conseillers d'orientation. « Il ne saurait être question de jouer un rôle très second et de payer... alors que nous sommes la force de

41 ANMT, 2012/022/312. Lettre du 19 novembre 1967 de Jacques Romian, membre de la section OSP au SNES, à Jean Long, président de l'ACOF.

42 « À propos de l'orientation », communiqué de l'ACOF, mars 1968, distribué dans le *Bulletin de liaison de l'ACOF*, n°207, mars 1968.

loin supérieure à toutes les autres», estime ainsi Jacques Romian⁴³. Ces réticences reflètent aussi le fait que l'orientation n'occupe qu'une place secondaire dans la politique générale du SNES. Certes André Drubay, secrétaire général du syndicat depuis 1967, a entretenu des rapports étroits avec Pierre Paraire (adjoint d'enseignement au lycée Henri-IV puis l'un des premiers enseignants à investir la psychologie scolaire après-guerre); il s'est aussi mobilisé avec Jean Petite (secrétaire national pédagogique du SNES et fervent partisan du Plan Langevin-Wallon) pour promouvoir un enseignement commun en classe de 6^e. Pour autant, dans les grands axes de sa politique générale, le SNES met surtout en avant la démocratisation de l'enseignement, la revalorisation de la fonction enseignante et le respect de la laïcité, l'orientation n'étant qu'un outil, parmi d'autres, au service de la démocratisation. C'est ce qui transparaît de l'appel à la grève lancé par le SNES le 18 janvier 1968 pour deux journées de mobilisation en février et mars. Cet appel se contente de mentionner, au milieu d'autres revendications, une «véritable orientation selon les aptitudes des enfants»⁴⁴.

La position du syndicat est alors vigoureusement dénoncée par Jean Clochard qui la juge «ouatée et ambiguë»⁴⁵, et ainsi que par le directeur du centre d'orientation de Cherbourg, Bernard Moisy, qui ironise sur «l'affichette appelant à la grève». Jean Long, président de l'ACOF, écrit à René Thiry, son secrétaire : «l'intervention de Petite montre bien que les militants du SNES ne sont pas encore prêts à agir en faveur de l'orientation puisqu'il nous est proposé toute une campagne de sensibilisation»⁴⁶. Malgré les réticences du SNES, le manifeste de l'ACOF titré «À propos de l'orientation» est édité à 5 000 exemplaires.

Ce manifeste s'inscrit dans une série d'initiatives prises par l'ACOF pour revendiquer la reconnaissance de l'expertise des COSP et dissiper l'ambiguïté des règlements administratifs relatifs, d'une part à l'orientation dans le second degré, et d'autre part à l'activité des services d'orientation. L'association a recours à différents modes d'action : démarche auprès des parlementaires,

43 *Ibid.*

44 Voir l'affiche appelant à la grève dans *L'Université syndicaliste*, n° 11, 14 février 1968.

45 ANMT, 2012/022/312. «Si le SNES est si décidé à nous défendre, qu'il le dise, l'écrive, et le fasse savoir en nous mettant sans équivoque sur la plateforme revendicative. Si l'OSP n'existait pas cela ne changerait rien, quant au fond, à la plateforme actuelle. Je dis donc que nos problèmes ne sont pas pris en compte [...] Ma profession crève et mon syndicat ne veut pas dire qu'on fait grève pour elle, ce qui revient à ne pas faire grève pour elle!». Extrait de la lettre de Jean Clochard datée 27 février 1968 au bureau national du SNES.

46 Archives de l'ACOF : Courrier de Jean Long à René Thiry, copie à Léon Hermitte, janvier-février 1968.

comme Gaston Defferre, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, ou André Beauguitte du groupe Républicains indépendants, recours aux médias (Europe 1, *Le Monde*), audiences avec les responsables de la question de l'orientation au ministère de l'Éducation nationale⁴⁷.

Alors que cette campagne trouve un écho favorable parmi les étudiants de l'Institut national d'étude du travail et d'orientation professionnelle (INETOP), historiquement le premier lieu de formation des conseillers d'orientation situé à Paris, et de l'IBHOP⁴⁸, elle exacerbe les tensions avec le SNES. Jacques Romian démissionne en septembre 1969 du comité de l'ACOF. Il reproche à l'association ses positions prises sur l'intitulé du métier (en débat depuis l'échec du statut de conseiller-psychologue), à savoir la défense du caractère généraliste du métier de conseiller d'orientation, là où le SNES propose, au contraire, que soient distinguées deux spécialités : celle de conseiller en observation et en adaptation, et celle de conseiller en observation et en information. Dans un courrier qu'il adresse à Léon Hermitte en date du 24 avril 1969, il précise :

« La nouvelle orientation des responsables de l'ACOF et la position prise au nom de l'association sont devenus incompatibles avec ma présence au comité compte tenu de mes responsabilités syndicales. Je reste persuadé qu'une association de spécialité comme l'ACOF n'a de chances de sauvegarder son caractère original que si elle reste capable de grouper à titre individuel un personnel d'appartenance politique ou syndicale diverse »⁴⁹.

En mentionnant l'existence de différentes conceptions de l'orientation scolaire au sein de l'association, Romian conteste le rôle corporatif que s'est attribué l'ACOF ainsi que sa légitimité. Celle-ci rassemble en effet les trois pôles qui structurent l'identité du métier : les défenseurs de l'héritage psychotechnique, les psychopédagogues (hostiles à la figure de l'orienteur/testeur) et les promoteurs de l'éducation au choix. Alors que les deux premiers pôles associent des conseillers d'orientation syndiqués au SNET puis au SNES, le troisième rassemble des conseillers d'orientation d'obédience catholique syndiqués au SGEN. En se muant en acteur para-syndical ou « groupe d'influence »⁵⁰, l'ACOF

47 Archives de l'ACOF : Compte rendu de la réunion du comité de l'ACOF tenue le 3 février 1968.

48 Archives de l'ACOF : Texte de la motion adoptée par les étudiants de l'IBHOP.

49 Archives de l'ACOF : Courrier de Jacques Romian à Léon Hermitte du 24 avril 1969.

50 Samuel Boussion, « Une association en terrain syndical : ANEJI et syndicats dans l'organisation de la profession spécialisée (années 1940-1960) », in Danielle Tartakowsky, François Tétard, *Syndicats et associations...*, op. cit., p. 161-169.

risque de compromettre l'équilibre des différentes tendances en son sein et, plus largement, de concurrencer les syndicats sur leur champ d'action comme sur l'identité du métier. Comme on va le voir, les tentatives de redéfinition de l'identité professionnelle auxquelles se livre l'association, loin de gommer les clivages syndicaux, ont plutôt pour effet de les exacerber.

II. Recomposition de l'espace des représentations et redéfinition de l'identité professionnelle des conseillers d'orientation

L'incertitude du groupe professionnel sur son rôle au sein du système éducatif rénové et la recomposition de l'espace des représentations du métier, analysée ci-dessus, entraînent des luttes à propos de l'identité professionnelle des COSP. Dans son entreprise visant à assurer la reconnaissance des conseillers d'orientation dans le système éducatif, l'ACOF et ses membres investissent la figure du psychologue généraliste qui, si elle tend à distinguer largement l'expertise des conseillers d'orientation de celle des conseillers en information du Bureau universitaire de statistiques (BUS)⁵¹, est censée satisfaire toutes les tendances. Néanmoins, la défense d'une expertise de généraliste se heurte aux identités professionnelles défendues par le SNES et le SGEN, qui s'adossent à des prises de position politiques et scientifiques.

Cette seconde partie repose sur l'exploitation des courriers échangés entre certains membres du bureau de l'ACOF, qui témoignent de la (ré)activation de certaines figures propres aux segments syndicaux du groupe professionnel. À la figure du psychopédagogue, à laquelle le SNET puis le SNES se réfèrent, s'oppose celle du psycho-sociologue, éducateur des choix, promue par le SGEN.

1. L'invention d'une nouvelle identité collective : le conseiller d'orientation comme généraliste

Les positions défendues par Léon Hermitte dans les courriers échangés avec les membres du bureau de l'ACOF témoignent du paradoxe qui habite les COP ayant vécu la transition de l'orientation professionnelle à l'orientation scolaire et

51 Francis Danvers, «Le Bureau universitaire de statistique d'Alfred Rosier, mémoire et modernité», *L'Orientation scolaire et professionnelle*, vol. 19, n° 1, mars 1990, p. 5-23. Créé en 1933, le BUS est une première réponse au chômage de la jeunesse diplômée et fournit des informations aux élèves des enseignements secondaire et supérieur.

professionnelle. Il y plaide, en effet, pour la consultation individuelle, c'est-à-dire l'examen d'orientation professionnelle, puisque selon lui, en dehors de celle-ci, les conseillers n'ont pas fait leurs preuves⁵². Or, cette consultation individuelle se révèle alors de moins en moins ajustée aux publics des collèges d'enseignement général et des collèges d'enseignement secondaire, et n'est, selon Louis Mounier, directeur du centre d'OSP du 13^e arrondissement, vice-président de la Fédération française des travailleurs sociaux, membre du bureau de l'ACOF, que partiellement réalisée :

« Nos terrains d'action se sont étendus, nos effectifs sont restés squelettiques. Voilà une autre vérité. Mais nos méthodes n'ont pas beaucoup évolué et, malgré quelques retouches et une plus grande richesse dans le catalogue des tests, le système est resté figé, a même régressé sur certains points. Pensons à l'examen de la motricité presque abandonné, aux pourcentages de plus en plus faibles des dossiers complets, aux relations conseillers-familles de plus en plus distendues. Inutile d'allonger la liste »⁵³.

C'est précisément cette tension entre d'une part une pratique professionnelle rendue obsolète par l'évolution des structures sociales et la disparité des pratiques, et d'autre part la revendication d'une expertise et la croyance dans sa transférabilité à l'école, qui justifie pour Jean Clochard, l'entrée des COSP dans l'établissement scolaire :

« Il faut entrer dans l'établissement scolaire. Car le système est ce qu'il est et on ne peut l'ignorer sans risquer de crever dans un coin de Centre administratif, nous-mêmes ignorés de tous. Que l'on sorte de son bureau, et bien vite on fait ses preuves ailleurs que dans le domaine de la consultation individuelle »⁵⁴.

Mais comment investir une institution qui est au principe de la démonétisation de l'expertise des COSP⁵⁵? Si Léon Hermitte consent à dépasser la consultation individuelle, il n'entend pas se rendre « complice d'un système fondé sur des réunions de conseils de classe et de conseils d'orientation »⁵⁶.

52 Archives de l'ACOF : Courrier de Léon Hermitte à Jean Clochard, non daté.

53 Archives de l'ACOF : Courrier de Louis Mounier adressé à Jean Long du 8 janvier 1968.

54 Archives de l'ACOF : Courrier de Jean Clochard à Léon Hermitte, non daté.

55 Paul Lehner, « De conseiller d'orientation professionnelle à conseiller d'orientation scolaire et professionnelle : une transition difficile (1944-1968) », *L'orientation scolaire et professionnelle*, vol. 46, n° 4, 2017, p. 527-548.

56 Archives de l'ACOF : Courrier de Jean Clochard à Léon Hermitte, non daté.

Pour Clochard, le salut des COSP réside alors dans une « information armée »⁵⁷ mais aussi dans l'élaboration d'une doctrine de l'orientation :

« La documentation (BUS) et l'information (OSP) sont de nature différente. La documentation est la mise à la disposition de l'adolescent d'une certaine quantité de renseignements. Ces renseignements sont toujours les mêmes et toujours présentés de la même manière quel que soit l'adolescent. L'information transforme la documentation en fonction de la particularité de l'adolescent auquel elle est destinée. Le travail d'information suppose donc connue l'évolution psychologique du sujet »⁵⁸.

Cet extrait des « quelques points de doctrine » du rapport remis en décembre 1964 aux membres de l'ACOF par Clochard atteste du travail de réaffirmation de la finalité et de l'expertise de l'OSP. Celui-ci passe par la conquête et la redéfinition de l'information scolaire et professionnelle comme composante de l'activité du COSP, de sorte qu'elle n'apparaisse pas en rupture avec le modèle scientifique prédominant de la psychologie expérimentale, pilier de la formation délivrée à l'INETOP, ni ne remette en cause l'expertise du conseiller d'orientation, mais constitue plus vraisemblablement l'unique moyen de préserver et de pérenniser ce métier. Le texte signé en 1966 par toutes les organisations professionnelles des COSP illustre bien cette incorporation du travail d'information parmi les missions du conseiller d'orientation au sein desquelles figure aussi la psychopédagogie :

« En raison de l'évolution des structures scolaires et peut-être, plus encore, la scolarisation dans le premier cycle de nouvelles catégories sociales, l'information prend une importance essentielle. Mais celle-ci doit être conçue comme une très large initiation à la vie sociale : elle est donc inséparable des valeurs que la société et l'école offrent à l'adolescent. Elle peut constituer une réelle instruction civique [...]. Pour qu'un rapport éducatif s'établisse avec l'élève, il faut présenter la société contemporaine, son évolution, économique, démographique, technique. Plus encore, il faut situer l'adolescent parmi les multiples formations possibles, préciser les critères de réussite, scolaires et extra-scolaires, connaître la genèse des intérêts, en fonction de l'âge, du sexe, du milieu scolaire et familial, des échecs et des réussites, analyser les attitudes des groupes [...] : en un mot, faire œuvre de Conseillers d'Orientation.

57 En référence à la « psychologie clinique armée » de Daniel Lagache, psychiatre et psychanalyste, fondateur de la licence de psychologie en 1947 et partisan d'une approche intégrant psychologie clinique et psychologie expérimentale.

58 Archives de l'ACOF : Réunion amicale des conseillers et directeurs de l'académie de Caen du 7 novembre 1964. Compte rendu non daté. Probablement en décembre 1964 puisque Louis Mounier en fait état dans un de ces courriers à Léon Hermitte du 9 décembre 1964.

À l'intérieur d'une structure scolaire donnée, ne pourra jamais se dégager qu'une certaine orientation en rapport avec les programmes d'enseignements suivis. C'est ainsi qu'à l'issue de la classe de 3^e il sera aisé aux professeurs de préciser les critères de réussite vers l'enseignement général long. Mais toute autre orientation, apparaît négative, fondée sur l'échec, car plus pliée au seul niveau des acquisitions scolaires qu'aux aptitudes et intérêts spécifiques des élèves dont l'exploration aura été, soit négligée, soit impossible, dans les conditions actuelles [...]. Or, on ne saurait établir d'équivalence entre une série de sélections successives et le concept d'orientation dont l'extension est infiniment plus large. L'orientation peut être éducative si elle valorise l'adolescent, en précisant des objectifs et des moyens d'y parvenir, tant de formation immédiate que de perfectionnement et formation ultérieurs, et si elle développe chez lui le sens de la responsabilité⁵⁹.

Si l'accord est de mise en 1966 entre les porte-parole professionnels sur la défense de la fonction de généraliste du COSP, nous allons voir qu'elle se heurte aux stratégies syndicales du SNES et du SGEN.

2. Le SNES et la réinvention du métier de COSP autour de la psychologie scolaire

Réaffirmée par l'ACOF, la conception du COSP comme généraliste, assurant tout à la fois des missions d'information, de psychopédagogie et de conseil en orientation, s'oppose à la vision défendue par la tendance Unité et Action du SNES. Celle-ci consiste, dans la lignée des positions défendues précédemment par le SNET à militer pour la reconnaissance aux COSP d'un « statut d'enseignement »⁶⁰ au sein de la fonction publique, ce qui leur permettrait de satisfaire leurs revendications corporatives (vacances, heures supplémentaires, etc.). Dans cette perspective, le SNES promeut une psychopédagogie de l'orientation professionnelle qui s'appuie davantage sur les fondements épistémologiques de la psychologie scolaire d'Henri Wallon que sur la psychotechnique. Cette conception de l'orientation impliquant une redéfinition de la formation et des pratiques des conseillers d'orientation rend ainsi compatible la défense des intérêts des COSP avec celle des enseignants du second degré et permet d'associer

59 Archives de l'ACOF : « Information et orientation. La position des services d'orientation scolaire et professionnelle », 16 juin 1966.

60 « Nous réclamons un statut d'enseignement ». Extrait de l'article de René Ruban, « Rôle, fonction, formation du conseiller d'OSP », tiré du n°221 du 2 mars 1966 de la revue *Le Travailleur de l'enseignement technique* et publié dans *Le Bulletin de liaison de l'ACOF*, n° 192, avril 1966, p. 46.

la fonction des COSP à celle d'un éducateur, ce qui justifie la reconnaissance du statut d'enseignement.

Au-delà de la stricte stratégie syndicale, cette conception de l'orientation s'appuie également sur une remise en cause, à la fois politique et scientifique, de la théorie des dons ou des aptitudes qui sous-tend la psychotechnique et, avec elle, les pratiques professionnelles des conseillers d'orientation. Ces attaques sont déjà anciennes : depuis 1930, Henri Wallon critique les fondements de la psychologie appliquée qui surestime les facteurs biologiques au détriment des facteurs sociaux et occulte ainsi la dimension évolutive des qualités individuelles⁶¹. Pierre Naville, alors boursier au laboratoire de psychobiologie de l'enfant de Wallon, publie en 1945 une *Théorie de l'orientation professionnelle*⁶² dans laquelle il insiste sur l'inanité des fondements expérimentaux de l'orientation professionnelle. D'après lui, la méthode de l'orientation professionnelle n'enregistre que des aptitudes prédéterminées par la division sociale du travail et la relègue alors au simple rang de technique sociale au service de l'économie libérale. Après-guerre, Antoine Léon, adhérent au Parti communiste français (PCF) en 1944 et disciple de Wallon, est l'un des principaux artisans de la redéfinition des méthodes de travail de l'orientation professionnelle, visant à substituer à la finalité du diagnostic une dimension éducative. Son ouvrage⁶³ constitue la synthèse de différents travaux réalisés entre 1952 et 1955⁶⁴ au sein desquels il développe une conception formatrice des goûts et des capacités et élabore différents outils psychopédagogiques tels que les films ou les visites d'entreprise censés participer à l'auto-détermination des élèves.

Ces idées sont endossées depuis le début des années 1960 par le PCF. Pierre Juquin, membre du Comité central du parti et de sa commission enseignement, prend position lors des journées d'étude du PCF de novembre 1968 «pour une orientation au service de la démocratisation de l'école et de l'université»⁶⁵. Tout en assurant que l'intérêt scientifique des tests d'orientation n'est pas mis en

61 Isabelle Gouarné, *Philosoviétisme et rationalisme moderne. L'introduction du marxisme dans les sciences humaines en France (1920-1939)*, thèse de sociologie, université Paris 10-Nanterre, 2010.

62 Pierre Naville, *Théorie de l'orientation professionnelle*, Paris, Gallimard, 1945.

63 Antoine Léon, *Psychopédagogie de l'orientation professionnelle*, Paris, Presses universitaires de France, 1957.

64 Antoine Léon, «Problèmes théoriques et pratiques de l'orientation professionnelle», *La Raison*, n°4, 1952, p. 122-148 ; *Id.*, «Notes sur quelques concepts psychopédagogiques en orientation professionnelle», *L'Année psychologique*, n°2, 1955, p. 349-359.

65 Voir le compte rendu de ces journées dans *L'École et la Nation*, n° 177, mars 1969.

cause, Juquin pointe les méfaits d'une théorie des dons ou des aptitudes, dans laquelle il voit un «instrument d'objectivation d'inégalités et de différences justifiant les décisions essentiellement ségrégatives»⁶⁶, et lui préfère la théorie de l'éducabilité.

Si elle assure l'introduction des COSP dans le système éducatif et sa revalorisation statutaire, la réinvention du métier autour de la figure du psychopédagogue a en revanche pour effet de gommer la spécificité de leur expertise et, par conséquent, risque de faire disparaître la problématique de l'orientation scolaire. C'est en tout cas dans ce sens que René Zazzo, directeur du laboratoire de psychobiologie de l'enfant à l'École pratique des hautes études, suggère de redéfinir la formation des conseillers d'orientation :

«La psychologie différentielle dont nous avons hérité est à repenser profondément en fonction des problèmes de l'école qui aujourd'hui s'impose à nous. La psychologie de l'enfant, telle que des hommes comme Piaget et Wallon l'ont créée, est une base indispensable mais elle n'est pas la psychologie de l'écolier et elle ne nous apporte pratiquement rien pour comprendre la psychologie des matières d'enseignement. C'est déjà un progrès si à la notion de sélection se substitue la notion d'orientation. Mais ce n'est pas assez. La notion d'orientation doit s'assouplir, disparaître peut-être, pour laisser place à une psycho-pédagogie de la formation. C'est la formation qui doit être orientée. Et non un enfant déjà déterminé par le milieu social et culturel où il a vécu»⁶⁷.

À la figure du psychopédagogue s'oppose toutefois, au milieu des années 1960, celle de l'éducateur des choix promue par le SGEN. Moins connue, car minoritaire au sein du groupe professionnel⁶⁸, cette identité professionnelle peut être étudiée sous l'angle de ses défenseurs et des savoirs qu'ils convoquent.

3. Le conseiller d'orientation comme éducateur des choix

Ce courant s'inscrit dans le prolongement d'une réflexion amorcée par la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) dans les années 1930. Fidèle à l'engagement moral de l'intellectuel catholique des années 1930, récusant la subversion de l'ordre social associé à une définition scientiste de l'orientation professionnelle, la JOC redéfinit alors l'orientation professionnelle comme «préparation à la vie» ou «réalisation de soi» et réaffirme la valeur spirituelle du travail. C'est que, selon

66 *Ibid.*

67 Archives de l'ACOF : Lettre de René Zazzo à André Raffestin, secrétaire général de l'ACOF, 26 mars 1964.

68 Madeleine Singer, *Histoire du SGEN...*, op. cit., p. 167.

Jérôme Martin, la JOC « promeut une orientation articulée à un catholicisme relu par le personnalisme. Il ne s'agit plus d'effectuer une mesure des aptitudes ou d'établir un profil biotypologique, mais de favoriser l'épanouissement de "la personne spirituelle" »⁶⁹.

Cette conception de l'orientation trouve d'autres relais après la Seconde Guerre mondiale, notamment au sein du Syndicat de l'orientation professionnelle, fondé en 1946 par Jean Heudier et affilié à la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC). Secrétaire de la fédération jociste du Havre en 1936 et permanent du mouvement et responsable de la région Normandie en 1939, conseiller d'orientation en 1943 et directeur de centre en 1944, Heudier en est le secrétaire national puis le président. En 1953, il demande et obtient son rattachement au SGEN, au sein duquel il siège au bureau national en tant que secrétaire de la section orientation. Il est remplacé en 1964 par Hélène Angeville, militante jéciste qui intègre l'INETOP en 1953 et en sort conseillère d'orientation en 1954. Avec Geneviève Latreille, qui milite aussi à la Jeunesse étudiante chrétienne féminine, élève conseillère d'orientation en 1950-1951, Heudier promeut une définition du métier de conseiller d'orientation proche de la figure de l'éducateur⁷⁰. Angeville et Latreille participent avec André Piégay⁷¹, conseiller d'orientation à l'INETOP de la promotion de 1947-1949, militant de l'éducation populaire, au Groupe d'études des problèmes d'orientation humaine qui publie *Les Cahiers du GEPOH* jusqu'en 1960, date à laquelle ce groupe disparaît. Le numéro spécial de 1957 des *Cahiers* témoigne de leur recherche d'une définition du métier de conseiller d'orientation compatible avec leur engagement chrétien :

« Nous gardons toujours le même espoir : celui d'unifier notre vie, de concilier notre conscience professionnelle et notre devoir chrétien, d'accorder la psycho-technique avec la morale. *Les Cahiers du GEPOH* essaient de traduire cet effort »⁷².

69 Jérôme Martin, « Encadrer, insérer et former la jeunesse : l'éducation populaire dans le champ de l'orientation professionnelle », in Carole Christen, Laurent Besse (dir.), *Histoire de l'éducation populaire 1815-1945. Perspectives françaises et internationales*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2017, p. 328.

70 Voir <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article74505>, notice « HEUDIER Jean, François, Jules », par Madeleine Singer, version mise en ligne le 6 octobre 2009, dernière modification le 30 octobre 2009.

71 André Piégay fonde en 1954 Peuple et Culture-Loire dont il devient président et membre du conseil d'administration puis membre du bureau national.

72 *Les cahiers du GEPOH*, n°5, février 1957, p. 2. Merci à Rémi Guerrier qui nous a permis de consulter ces archives.

La double inscription de Jean Heudier, Hélène Angeville, Geneviève Latreille et André Piégay dans les mouvements catholiques et au sein du SGEN concourt à promouvoir le rôle éducatif du conseiller d'orientation, qui veille à l'épanouissement du jeune, mais aussi à la fonction de préparation à la vie professionnelle⁷³.

Au sein de l'ACOF des années 1960, cette mouvance est en particulier représentée par Louis Mounier, ancien Jociste et membre du bureau jusqu'en 1972. En 1966, celui-ci souligne ainsi « le danger de s'enfermer à tout prix et uniquement dans l'Éducation nationale » et appelle à étendre le rôle des COSP à l'agriculture, aux affaires sociales et à la santé. Parallèlement à l'élargissement du champ d'intervention professionnelle des COSP, il exhorte à plusieurs reprises ses collègues de l'ACOF à revoir la fonction et les pratiques du métier :

« Il n'est qu'à voir l'inquiétude des familles et celles des jeunes vis-à-vis de nos examens actuels pour justifier beaucoup de réserves sur notre rôle dans la réforme de l'enseignement. Nous sommes en train de perdre le terrain conquis péniblement depuis les débuts de l'OP »⁷⁴.

La critique faite par Louis Mounier de l'objet et des méthodes de l'orientation et sa définition extensive du rôle des COSP font écho au travail mené, quelques années plus tôt, au sein de la JOC. Héritière des réflexions des années 1930, la génération des militants catholiques des années 1950 est aussi marquée par le processus d'*aggiornamento* des discours et des pratiques catholiques impulsé par le concile Vatican II (1962-1965) dont émane l'exigence de voir l'expertise catholique être plus en phase avec les réalités contemporaines. Cette réflexion sur la place sociale de l'Église s'inscrit pour Hervé Serry « d'une part dans l'affaiblissement structurel du pouvoir religieux – dont la crise des vocations est un des éléments –, d'autre part dans une plus grande perméabilité des réflexions sur la présence contemporaine de l'Église à des théories et des pratiques forgées en partie hors du monde catholique »⁷⁵. Les mouvements militants catholiques (Jeunesse agricole chrétienne, Jeunesse étudiante chrétienne, Jeunesse ouvrière chrétienne), à qui était confiée la mission de rechristianiser la population, contestaient l'encadrement ecclésial de leurs actions et

73 Jean Heudier, Hélène Angeville, « En vue du congrès. OSP », *Syndicalisme universitaire*, 21 mars 1962, p. 7.

74 Archives de l'ACOF : Lettre de Louis Mounier à Léon Hermitte, 19 mars 1965.

75 Hervé Serry, « Église catholique, autorité ecclésiale et politique dans les années 1960 », in Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal (dir.), *Mai-Juin 68*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2008, p. 48.

refusaient, toujours d'après Hervé Serry, de disjoindre le politique du spirituel. La déconfectionnalisation de la CFTC, qui devient la CFDT en 1964, s'inscrit dans ce mouvement. Le SGEN, dirigé par Paul Vignaux et Jean Brocard, soutient Eugène Descamps, nouveau secrétaire national de la CFTC, « cheville ouvrière de la déconfectionnalisation du syndicalisme chrétien »⁷⁶. Paul Vignaux, membre du groupe intellectuel *Reconstruction* affilié à la CFTC, défend l'idéologie de la troisième voie – opposée au socialisme de parti et au libéralisme de marché – et promeut la planification démocratique.

À l'exigence d'être au plus près des réalités économiques et sociales promue à la fois par les mouvements catholiques et par le SGEN, s'articule la préoccupation d'assurer le développement et l'épanouissement de l'individu, qui façonne depuis les années 1930 la représentation de l'orientation scolaire au sein de ces organisations catholiques. Cette conception de l'orientation peut s'appuyer, au milieu des années 1950, sur la psychologie non directive de Carl Rogers, importée au sein du SGEN par Geneviève Latreille, qui a bénéficié d'une mission d'un an à l'université de Chicago. Elle tire aussi parti de la psychologie sociale et de la technique de la dynamique de groupe qui se diffuse à la fin des années 1950 en France⁷⁷. Elle fait, en outre, l'objet de stages au sein de l'Institut de formation des études psychologiques et pédagogiques, rattaché à l'École des parents⁷⁸. L'apport de nouveaux savoirs et de nouvelles méthodes, parmi le groupe des conseillers d'orientation du SGEN, provient également de l'association Peuple et Culture⁷⁹ dont André Piégay fut responsable local et national⁸⁰. La diffusion et la légitimation de cette représentation du métier au sein du groupe professionnel se renforcent avec la création par Geneviève

76 <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article22419>, notice « DESCAMPS Eugène, Paul », par Frank Georgi, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 5 avril 2018.

77 *Bulletin de psychologie*, t. 12, fasc. 6-9, n° 158, 1959, « Psychologie sociale III : groupes », p. 259-503.

78 Cf. *L'École des parents*, n° 7 juillet-août 1964, p. 53. L'École des parents a été fondée par Marguerite Vérine-Lebrun en 1929. Elle revendique la suprématie de la famille sur l'école et s'érige comme défenseur des familles face à l'État éducateur. Voir Francine Muel-Dreyfus, « La rééducation de la sociologie sous le régime de Vichy », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 153, 2004, p. 65-77.

79 Vincent Troger, « De l'éducation populaire à la formation professionnelle. L'action de "Peuple et Culture" », *Sociétés contemporaines*, n° 35, 1999, p. 19-42.

80 André Piégay (1924-2009) milite à la CFTC et appartient au groupe de réflexion « reconstruction » de Paul Vignaux. Proche du PSU mais peu investi politiquement, Piégay milite activement au sein de l'association Peuple et Culture dont il crée une antenne dans la Loire et au sein de laquelle il exerce des responsabilités au conseil d'administration dans les années 1960 puis au bureau national de 1968 à 1974. Voir <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article158473>, notice « PIÉGAY André, Jean, Marie », par Jean-Paul Martin, version mise en ligne le 27 avril 2014, dernière modification le 27 avril 2014.

Latreille en 1967 du centre de formation de conseillers d'orientations à Lyon, qui devient en 1973 l'Institut de psychologie et des sciences de l'éducation de l'université de Lyon. La permanence de cette représentation du métier est entre autres assurée par Hélène Angeville qui publie plusieurs textes dans la presse du SGEN dans lesquels elle défend la figure de l'éducateur des choix, élaborés selon le double souci de l'adaptation individuelle et de la planification démocratique. À l'image de la figure du psychopédagogue, celle de l'éducateur des choix, promue par le SGEN, présage plus une redéfinition de l'identité professionnelle des COSP qu'une valorisation et une stabilisation de leur domaine de compétences.

*

Ainsi, le déficit de légitimité des conseillers d'orientation, pointé en introduction de cet article, doit beaucoup aux dynamiques intra-professionnelles qui traversent le groupe professionnel au cours de la décennie 1960. La définition d'une nouvelle identité professionnelle est entravée par les problèmes de structure de l'ACOF et du SNET, qui contribuent à effriter son autonomie conquise dans les années 1950⁸¹ et à la rendre, par conséquent, plus perméable à l'évolution des rapports de force au sein du champ médico-psychologique ainsi qu'aux enjeux politiques. En outre, l'absence d'identité professionnelle dominante est au principe d'une « confusion consentie »⁸² qui sert de laboratoire à une pluralité d'identités alternatives. L'incertitude du groupe professionnel des conseillers d'orientation est entretenue par la coexistence des figures du psychologue expérimental, du psychopédagogue, et de l'éducateur des choix. Elles structureront encore le débat relatif à la dimension éducative du métier de conseiller d'orientation lorsque celle-ci sera remise en question à la fin des années 1970 par la politique scolaire du ministre Christian Beullac⁸³.

Paul Lehner

Université de Cergy-Pontoise, laboratoire École,
mutations et apprentissages (EMA)
lehnerpaul@outlook.fr

81 Jérôme Martin, « De l'orientation professionnelle à l'orientation scolaire... », art. cit.

82 Bernard Pudal, « Le PCF : aggiornamento communiste et reproduction du corps des dirigeants (1960-1985) », *Politix*, vol. 1, n°2, 1988, p. 6-12.

83 Paul Lehner, *Les conseillers d'orientation dans l'enseignement secondaire...*, op. cit., p. 291-316.